



## **RAPPORT DE GESTION**

**30 SEPTEMBRE 2010**

## TABLE DES MATIÈRES

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION.....	3
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	3
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION.....	3
FAITS SAILLANTS.....	3
FINANCEMENT.....	4
TRAVAUX D'EXPLORATION.....	5
INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE.....	6
COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS.....	8
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION.....	9
FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION .....	11
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION.....	13
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT.....	14
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES.....	15
ARRANGEMENT HORS BILAN.....	15
ENGAGEMENTS.....	15
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....	15
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	16
MODIFICATIONS COMPTABLES.....	16
CONVERGENCES IFRS.....	16
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION.....	20
RISQUES ET INCERTITUDES.....	21
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	21
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE...	21
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE.....	22

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

### PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. (« la Société ») pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008 ainsi que les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 30 septembre 2010. Les états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

### MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société et ses activités d'exploration renferment des « énoncés prospectifs » qui dépendent du contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements. Ces risques et incertitudes sont décrits dans la notice annuelle déposée sur SEDAR et dans le rapport annuel du formulaire 10-K déposé sur EDGAR.

### STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, une participation et des options dans trois propriétés minières situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 km<sup>2</sup>). Elle concentre ses activités sur l'exploration et la mise en valeur du projet Matoush. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention par la Société du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

### FAITS SAILLANTS

Le troisième trimestre 2010 a été marqué par une progression impressionnante des travaux préparatoires à la phase d'exploration souterraine du projet uranifère Matoush. Grâce à la réalisation d'une quantité de travail considérable, la Société a bon espoir d'obtenir la licence nécessaire pour débiter les travaux souterrains du projet Matoush dans un avenir rapproché. De plus, l'obtention de résultats de forages prometteurs confirme une fois plus le potentiel du projet Matoush et démontre la nécessité d'amorcer dès que possible les travaux souterrains.

En ce qui a trait aux travaux d'exploration, la Société poursuit la plus importante campagne de forages menée à ce jour dans le cadre du projet Matoush, soit 120 000 mètres répartis sur deux ans (2010-2011). Au cours du troisième trimestre, environ 6 690 mètres de forage ont été complétés essentiellement sur les propriétés Eclat et Matoush. La plupart des sondages ont été forés le long de la faille Matoush à l'intérieur d'un corridor de 8,3 km situé au sud de la lentille MT-34. Ces sondages visaient à vérifier la continuité de la minéralisation associée à des zones d'altérations

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

intenses à l'intérieur de secteurs fortement anormaux identifiés lors de forages antérieurs. Les résultats se sont avérés fort encourageants permettant, entre autres, de prioriser des sections pour les forages à venir au cours du quatrième trimestre.

Aussi, le travail assidu de l'équipe de terrain a permis une avancée notable au chapitre de l'ingénierie; la piste d'atterrissage du projet Matoush a connu son vol inaugural le 15 octobre. Elle facilitera le déplacement de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires pour l'avancement des opérations. La réalisation de routes gravellées, totalisant plus de 1,5 km sur le site, contribue également à faciliter les déplacements.

D'autre part, l'équipe de projets de la Société a travaillé d'arrache-pied pour répondre, de manière claire et détaillée, aux questions de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), du Comité fédéral d'examen Sud (« COFEX »), du Comité provincial d'examen (« COMEX ») et du « Comité uranium » de Mistissini. Ces questions visaient à approfondir ou compléter certains aspects de l'étude d'impact environnemental du projet Matoush en vue de l'obtention de la licence pour la phase d'exploration souterraine. La Société a finalisé et fait parvenir, au cours du troisième trimestre, toutes les réponses aux différentes instances concernées. Les audiences publiques concernant le volet environnemental de la phase d'exploration souterraine pour le projet Matoush se tiendront le 23 et 25 novembre 2010 à Mistissini et Chibougamau respectivement.(voir communiqué de presse daté du 27 octobre 2010).

Au chapitre des communications, le nombre important de rencontres avec les communautés, les diverses organisations et les investisseurs ainsi que l'implication de la Société pour faire connaître le milieu uranifère ont contribué à l'atteinte de ses objectifs en communication, soit l'ouverture et la transparence. Par exemple, au cours du troisième trimestre, les représentants de la Société ont rencontré le nouveau chef de Mistissini, Richard Shecapio, accompagné de son prédécesseur, le Chef John Longchap. Cette première rencontre officielle avec le nouveau chef a permis de faire le point sur le projet Matoush en présentant notamment les divers aspects du projet, depuis ses débuts en 2006 jusqu'à aujourd'hui, ainsi que les développements futurs. Plusieurs visites sur le site de Matoush ont également eu lieu, notamment avec le Chef Shecapio, diverses autorités crie ainsi que des représentants d'instances gouvernementales telles que la CCSN et le COFEX. Les visiteurs ont semblé être impressionnés par la qualité des infrastructures et l'avancement des travaux.

Finalement, la Société a continué de maintenir et d'établir de nouveaux liens avec les investisseurs. Le président et chef de la Société a notamment participé à la Macquarie Global Nuclear Conference 2010 qui a eu lieu à Toronto ainsi qu'à la conférence annuelle de la World Nuclear Association qui s'est tenue à Londres. D'autre part, la Société a présenté un mémoire dans le cadre de la Commission parlementaire sur le *Projet de loi n° 79, Loi modifiant la Loi sur les mines, 1ère sess., 39e Lég. Québec., 2009*. Celui-ci comportait, entre autres, des propositions pour développer et encadrer judicieusement le secteur uranifère québécois et faisait mention des motifs pour lesquels le Québec doit se doter d'outils et de mesures spécifiques afin de développer un secteur uranifère prospère, sécuritaire et soucieux de l'environnement.

## FINANCEMENT

Le 15 septembre 2010, la Société a signé une convention de prêt portant sur 2,5 millions \$ avec SIDEX, société en commandite (« SIDEX »). Le prêt portait intérêt au taux annuel de 9 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 300 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit de souscrire une action ordinaire de la Société sur une période de 18 mois au prix de 1,00 \$ l'action. Chaque action est sujette à une période de restriction de revente de 4 mois.

Les fonds ont servi à palier le retard de paiement des crédits d'impôt remboursables, relatifs aux ressources de 2009 de la Société. Au 30 septembre 2010, la Société avait droit à un total de 14,7 millions \$ en crédits d'impôt, dont 5,7 millions \$ sont liés à des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour l'année 2009. La Société anticipe également recevoir une somme de 1,5 million \$ en droits miniers remboursables d'ici la fin de l'année civile.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

Le prêt était garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôt de 2009, relatifs aux ressources, ou au plus tard le 15 mars 2011. Il a été remboursé en totalité à SIDEX le 8 octobre 2010, à la suite de la réception des crédits d'impôt remboursables pour l'année 2009, d'un montant de 5,76 millions \$.

### TRAVAUX D'EXPLORATION

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique intitulé : *Technical Report on the Mineral Resources Update for the Matoush Uranium Project Central Quebec, Canada*, daté du 16 septembre 2008, préparé selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* (« *Règlement 43-101* »). Ces données ont été révisées par les auteurs du rapport, messieurs David A. Ross, M. Sc. P. Geo et R. Barry Cook, P. Ing. de Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. (« *Scott Wilson RPA* »). Le *The Matoush Mineral Resources Update* daté du 18 septembre 2009 a été préparé et révisé par monsieur David A. Ross, M. Sc. P. Geo de Scott Wilson RPA et est disponible sur le site web de la Société à [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com). Les données techniques fondées sur de l'information récente ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, Vice-président exécutif & exploration de la Société. Ces trois personnes sont des personnes qualifiées telles que définies par le *Règlement 43-101*.

Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux d'exploration effectués sur le projet Matoush, la Société incorpore par référence la **NOTE 1** de la section intitulée : « **Stratégie et plan d'action du rapport de gestion annuel 2009 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009** ». Cette note fait la description technique des méthodes d'analyse du programme d'exploration, des techniques d'échantillonnage, de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « **eU<sub>3</sub>O<sub>8</sub>** » qui représente la valeur **estimée** ou **équivalente** U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>, déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, de la méthodologie pour l'utilisation de la sonde gamma et finalement, de la réconciliation des données de forages avec les résultats d'analyse. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com) dans la section « Assurance et contrôle de la qualité » - *QA/QC*.

Sur le projet Matoush (composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush), 6 689 mètres de forages au total ont été complétés au cours du troisième trimestre 2010, répartis de la façon suivante : 3 219 mètres répartis sur six sondages ont été forés sur la propriété Matoush et 3 470 mètres répartis sur cinq sondages ont été forés sur la propriété Eclat. Aucun forage n'a été effectué sur les propriétés Matoush-Extension et Pacific Bay-Matoush. Au total, 193 616 mètres (435 sondages) ont été forés depuis le début de l'exploration en 2006.

Aucuns travaux importants n'ont été réalisés par la Société sur les propriétés Apple, Mistassini, Quénonisca et Mont-Laurier Uranium au cours du troisième trimestre 2010, tous les efforts étant axés sur l'exploration de son projet Matoush.

#### PROJET MATOUSH

*(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush)*

L'imposante campagne de forages du projet Matoush s'est poursuivie au cours du troisième trimestre. Avec une seule foreuse en opération, 6 689 mètres de forages ont été complétés portant à 33 400 le total de mètres forés (56 sondages) depuis le début de l'année. La cadence des forages est demeurée stable par rapport à celle du trimestre précédent. Afin de compléter le métrage prévu pour l'année 2010, soit 45 000 mètres, la Société entrevoit diverses possibilités, incluant le recours à une deuxième foreuse au cours du prochain trimestre.

#### *Propriété Eclat*

Les 3 470 mètres de forages réalisés sur la propriété Eclat au cours de ce trimestre portent le total de mètres forés à 24 589 mètres en 2010. La Société a poursuivi sa stratégie qui consiste à explorer le potentiel uranifère le long de la faille Matoush.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

À cet effet, les sondages EC-10-042 à EC-10-044, forés selon un espacement de l'ordre de 100 mètres à environ 8,2 km au sud de la lentille MT-34, visaient à faire le suivi sur des anomalies relevées lors des forages EC-08-001 et EC-09-003. Le sondage EC-10-044 a donné les meilleurs résultats avec une intersection de 0,04 %  $U_3O_8$  sur 7,0 mètres, incluant un intervalle de 2,5 mètres à une teneur de 0,08 %  $U_3O_8$ . Avec un point de percée à 690 mètres de profondeur verticale, ce sondage s'avère le plus profond complété jusqu'à maintenant dans ce secteur d'intérêt, soit à environ 150 mètres du socle.

Les deux autres sondages, EC-10-045 et -046, forés dans un autre secteur de haute priorité, situé entre 3,3 et 3,7 km au sud de la lentille MT-34, visaient à vérifier la continuité en profondeur des sondages EC-10-002 et EC-10-008. Rappelons que le sondage EC-10-002 avait intersecté une zone minéralisée de 1,2 mètre avec une forte teneur de 0,67 %  $U_3O_8$ . Malgré une altération très intense en fuschite typique des lentilles MT-34 et AM-15, les résultats de la sonde gamma n'ont pas révélé de valeurs significatives tout comme le sondage EC-10-046. Ce secteur mérite tout de même un suivi ultérieur en raison, notamment, de l'altération très intense mentionnée plus haut.

### *Propriété Matoush*

Les cinq forages réalisés sur la propriété Matoush ont été complétés au mois de juillet et septembre, portant le métrage total à 5 811 mètres depuis le début de l'année 2010.

Les trois forages, effectués au mois de juillet, visaient des structures semblables à la faille Matoush suivant une analyse géophysique approfondie. Les forages MT-10-005, -006 et -007 ont effectivement confirmé la présence de failles sans pour autant intercepter de dyke ni de minéralisation importante. Le forage MT-10-005, en particulier, a intercepté une très importante faille bréchique argileuse entre 75 et 111 mètres de profondeur de forage. Malgré qu'aucun de ces forages n'ait pu localiser de minéralisation, ils ont contribué de façon très significative à définir le contexte structural de l'ensemble de la propriété.

Les sondages MT-10-008 et -009, forés en septembre, ont été réalisés pour faire suite aux anomalies identifiées dans les forages MT-09-036 et MT-10-004. Les deux forages ont intercepté la faille Matoush avec une très forte altération en fuschite. Le forage MT-10-010 situé environ 1,5 km au sud de la lentille MT-34, complété au début d'octobre, a donné le meilleur résultat avec 0,10 %  $eU_3O_8$  sur 1,0 mètre. Ce secteur demeure prioritaire pour les forages qui seront réalisés lors du prochain trimestre.

Les anomalies uranifères qui ont été découvertes le long de la faille Matoush confirment, de par leur nombre et leur étendue, que les caractéristiques minéralisatrices de la zone principale se retrouvent ailleurs sur la propriété. La disposition de ces zones sur l'ensemble de la faille Matoush est à l'étude. Des analyses se poursuivent afin de déterminer le modèle de distribution de la minéralisation en vue de l'identification de nouvelles lentilles.

## **INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE**

La Direction des opérations et ingénierie a été très productive au cours du troisième trimestre. Plusieurs travaux ont été réalisés et complétés dans le cadre du projet Matoush.

D'abord, une visite du site a eu lieu, le 9 septembre, avec deux représentants de la CCSN. Ces derniers ont pu visiter les installations sur place et ont émis des commentaires positifs. Une autre visite a eu lieu, le 17 septembre, avec des membres du COFEX, de la CCSN, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (« ACEE ») et de l'administration régionale crie. La visite avait pour objectif de montrer l'avancement actuel des travaux et d'exposer les lieux des futures infrastructures, particulièrement l'emplacement des haldes à stérile, de l'usine de traitement des eaux de mine et de ses bassins. Les commentaires relatifs à la visite ont été positifs, notamment en ce qui concerne l'organisation et la qualité des installations actuelles. Le COMEX a également mentionné son intérêt pour visiter le site.

De plus, dans le cadre du processus d'obtention de la licence pour le programme d'exploration souterraine, la Société avait reçu plusieurs questions (plus de 200) des autorités fédérales et provinciales visant à approfondir ou compléter

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

certaines aspects de l'étude d'impact environnemental du projet Matoush. Les réponses aux questions formulées par le COFEX et certains ministères fédéraux ont été déposées à l'ACEE le 9 août 2010, tel que planifié. Les documents déposés incluaient aussi des réponses aux questions formulées par le public lors des séances d'information ainsi qu'aux demandes supplémentaires de l'ACEE à la suite de jugements de la Cour suprême du Canada déclarant que le processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux est sous juridiction fédérale, même pour les projets situés dans la province de Québec.

La Société a également déposé le 24 septembre 2010, soit une semaine avant la date prévue, les réponses aux questions et commentaires du COMEX sur l'étude d'impact auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (« MDDEP »). Par conséquent, l'ensemble des questions additionnelles portant sur l'étude d'impact environnemental du projet Matoush a été répondu.

D'autre part, l'étude d'impact concernant l'exploitation hors normes du dépôt DG-9 (bancs d'emprunt), qui servira à la construction de la piste d'atterrissage, a été déposée auprès du MDDEP le 16 juillet 2010. Une seconde étude d'impact, cette fois touchant l'exploitation hors normes des dépôts DT-1, DT-18, DT-19, DT-20, DG-5 et DG-8 (bancs d'emprunt) a, quant à elle, été déposée au MDDEP le 8 septembre 2010. Nous n'avons reçu, à ce jour, aucun commentaire sur ces études.

À la suite d'une demande de non-assujettissement à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts afin de poursuivre l'utilisation du lieu d'enfouissement en territoire isolé (LETI), déposée auprès du MDDEP par la Société le 19 avril 2010, le consentement du MDDEP a été accordé à la Société, le 8 août 2010. De plus, à la suite d'une demande de non-assujettissement à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts pour l'entreposage temporaire des sols contaminés, déposée par la Société auprès du MDDEP le 28 avril 2010, l'accord du MDDEP a été consenti à la Société, le 11 août 2010. Il n'y a pas eu de développement au cours de ce trimestre concernant la demande du certificat d'autorisation pour la section de route quatre saisons située entre les kilomètres KM 73,5 et KM 130.

Par ailleurs, GENIVAR a été choisi parmi les cinq consultants potentiels pour réaliser un programme de suivi des eaux souterraines ainsi qu'un programme d'évaluation des teneurs de fond dans les sols sur la propriété. Ces deux programmes ont été inclus dans le document de réponses aux questions du COMEX, déposé le 24 septembre 2010 auprès du MDDEP. La date de mise en place de ces programmes sur le terrain sera déterminée à la suite de l'approbation des programmes par le MDDEP.

En ce qui a trait aux travaux de construction, plusieurs avancées ont été notées au cours du troisième trimestre. À cet effet, la construction de la piste d'atterrissage a considérablement progressé. À cet effet, un vol inaugural a eu lieu le 15 octobre. Un contrôle qualité pour la compaction et les granulométries est effectué pour les travaux relatifs à la piste. Cette vérification est faite par le consultant Aurus. La surveillance globale de ce chantier est effectuée par GENIVAR et par le superviseur de la Société. La couche de granuleux en MG112b a été appliquée à 95 % et celle de MG56 à 70 %. Quant à la couche finale en MG20, elle sera étalée ultérieurement.

D'autres travaux d'infrastructures ont également eu lieu, dont la mise en place d'un plancher de béton dans les mégadômes du Groupe Major Drilling et de la Société, l'installation des roulottes pour les nouveaux bureaux, la construction du chemin du futur parc pétrolier et d'une partie du chemin d'accès entre le camp et la route d'hiver, la construction du système enviroseptic pour les égouts et le raccordement des réservoirs de carburant pour l'alimentation semi-automatique des génératrices. Notons, à cet effet, que l'installation des roulottes pour les nouveaux bureaux a été effectuée, en collaboration avec Les Entreprises Matoush. Le tertre, le champ d'épuration, la fosse septique et les pompes ont, quant à eux, été installés en collaboration avec ASDR Environnement. Ce système enviroseptic devrait suffire au camp pour les besoins à venir. Le reste des connexions d'égouts avec le réseau actuel sera fait au cours du prochain trimestre.

Aussi, les réservoirs de carburants, servant à alimenter les génératrices, ont été raccordés pour fonctionner de façon semi-automatique avec une nouvelle pompe. Les travaux ont été effectués par SM Construction inc. et suivis d'une inspection exécutée par la firme Groupe Stavibel Inc.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

Des travaux électriques ont également été effectués sur le site. La nouvelle génératrice de 500kw, les nouveaux bureaux et les mégadômes sont pratiquement complétés du point de vue électrique. Les travaux pourront être terminés avec la venue des monteurs de lignes et lorsque le matériel manquant sera acheminé. Le suivi est assuré depuis la fin août par un ingénieur électrique de GENIVAR.

D'autre part, en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, aucune des données relevées par les 50 dosimètres thermoluminescents portés par les travailleurs au camp, n'a été enregistrée au-dessus de la valeur de détection, soit 0,1 mSv. De plus, des exercices d'évacuation de blessés ont été effectués sur le site.

Finalement, au 30 septembre 2010, l'équipe de la Société comptait 37 membres, dont 17 au campement Matoush et 20 au bureau corporatif.

### COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS

Fidèle à son habitude, la Société a continué d'accorder, au cours du troisième trimestre, une importance particulière à l'ouverture et à la transparence. Cette volonté de vouloir travailler avec l'appui des communautés concernées s'est traduite par la tenue de nombreuses rencontres.

À la suite de l'élection du Conseil de bande de Mistissini, la Société a tenu à rencontrer le nouveau Chef, Richard Shecapio, ainsi que les nouveaux conseillers en poste. La première rencontre officielle, qui a eu lieu avec le nouveau Chef et son prédécesseur, le Chef John Longchap, a permis de faire le point sur le projet Matoush en présentant notamment les divers aspects du projet, depuis ses débuts en 2006 jusqu'à aujourd'hui, ainsi que les développements futurs. L'importance d'établir de bonnes relations et les bénéfices dont la communauté crie profitera ont également été abordés. Les représentants de la Société discutent régulièrement avec les divers intervenants de la communauté de Mistissini afin de répondre à leurs questions et de les tenir informés des développements en cours et à venir.

D'autre part, la Société a organisé des visites du site du projet Matoush avec divers intervenants. En effet, des représentants du COFEX et de la CCSN, le Chef Richard Shecapio, un membre du Cree Regional Authority, des membres du Conseil de bande ainsi que des représentants de la Direction de l'environnement et de la Direction du développement économique de Mistissini ont pu, lors de différents voyages, se rendre sur la propriété Matoush pour visiter les installations. Les visiteurs semblaient impressionnés par l'ampleur du projet, l'avancement des opérations et la qualité des infrastructures. Ils ont plus particulièrement apprécié la propreté des lieux, les habitudes de recyclage instauré sur le site ainsi que la visite des mégadômes, de la carothèque et de la piste d'atterrissage. Nous croyons que ces visiteurs seront désormais plus aptes à visualiser et se faire une idée plus juste du projet uranifère Matoush ce qui, nous le croyons, pourra aider à rajuster certaines idées préconçues.

Les bureaux de la Société à Chibougamau et Mistissini, ouverts en 2010, contribuent toujours au maintien des relations avec les communautés locales et à la diffusion d'informations sur le projet Matoush et ses enjeux relatifs. Les représentants de la Société sur place multiplient les rencontres avec la population et les instances locales en plus d'utiliser les outils de communication nécessaires pour diffuser l'information. Leur présence répond directement à une demande des communautés réclamant que la Société soit plus présente au sein des communautés concernées.

Les initiatives des autorités locales contribuent aussi énormément à l'information du public en lien avec le projet Matoush. La Société se réjouit de la volonté des élus de transmettre une information neutre et scientifique à leur population. Ces démarches contribuent très certainement à la présence d'un climat sain dans lequel des échanges constructifs et bénéfiques en découlent. À titre d'exemple, au cours du troisième trimestre, la communauté de Mistissini a été invitée, d'une part, à poser des questions en direct à la radio aux représentants de la CCSN, et d'autre part, à participer à une rencontre d'information sur le radon à Mistissini.

Par ailleurs, la Société a profité de la couverture médiatique de la Commission parlementaire sur le *Projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les mines, 1ère sess., 39e Lég. Québec., 2009* pour répondre aux questions des journalistes de la province en lien avec l'exploration et l'exploitation uranifères. Ce fut une belle occasion pour la Société d'informer la population du Québec sur les faits relatifs à l'uranium. La Société, en tant qu'acteur important du secteur uranifère



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

québécois, a également tenu à déposer et présenter un mémoire dans le cadre de cette Commission parlementaire. Plusieurs propositions ont été faites pour encourager le développement et l'encadrement judiciaire de ce secteur. Ces propositions et les raisons exprimées par la Société pour justifier l'importance de développer le secteur uranifère québécois ont bien été reçues par les membres de la Commission.

En plus d'accorder beaucoup d'importance aux bonnes relations avec le public, la Société continue d'établir de nouvelles relations avec les investisseurs et de maintenir celles qui perdurent année après année. Pour ce faire, le président et chef de la direction de la Société a, entre autres, participé à la Macquarie Global Nuclear Conference 2010 qui a eu lieu à Toronto ainsi qu'à la conférence annuelle de la World Nuclear Association qui s'est tenue à Londres du 14 au 17 septembre.

En dernier lieu, la Société voue une attention particulière à la mise à jour de son site Web à [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com). Celui-ci permet d'accéder à une grande quantité d'informations et d'en apprendre sur les plus récents développements liés aux activités de la Société. Les membres des communautés, les investisseurs et toutes les personnes concernées ou intéressées peuvent y trouver réponses à leurs questions.

Les diverses initiatives prises par la Société et les outils utilisés en matière de communication démontrent sa volonté réelle d'informer le public et d'agir de manière à obtenir l'appui des communautés, des diverses instances décisionnelles et des investisseurs. La Société mise sur une communication ouverte et continue afin que toutes les activités réalisées dans le cadre du projet Matoush soient inscrites dans un processus honnête et transparent.

### STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

Au cours du prochain trimestre, la Société concentrera ses énergies sur la tenue des audiences publiques à Mistissini et Chibougamau et sur l'obtention de la licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. En raison de l'ouverture et de la transparence de la Société depuis le début des travaux en 2006 et des efforts réalisés pour mener un projet de qualité respectueux de la santé, de la sécurité et de l'environnement, la Direction est confiante que le projet Matoush bénéficiera de l'acceptabilité sociale nécessaire au sein des communautés concernées et qu'il recevra l'appui des autorités locales, provinciales et fédérales. La Société a très bon espoir de devenir la première société au Québec et la première société dite junior au Canada, au cours du présent cycle, à avancer un projet d'exploration uranifère impliquant des travaux d'exploration souterraine.

Afin de maintenir et de renforcer les relations avec les communautés locales, la Société entend poursuivre ses efforts et ses initiatives pour informer et sensibiliser les personnes concernées et intéressées sur les enjeux relatifs à l'exploration et l'exploitation de l'uranium. La Société continuera de prendre en considération les besoins, les préoccupations et les propositions des communautés locales de manière à ce que le projet Matoush puisse se développer en alliant santé, sécurité, protection de l'environnement, acceptabilité sociale et prospérité économique.

En ce qui a trait aux travaux d'exploration, des forages ont été planifiés au cours du prochain trimestre, sur la propriété Pacific Bay-Matoush dans un secteur situé environ 4,0 km à l'ouest de la lentille Matoush, dans la portion centrale de la propriété. La cible repose sur une nouvelle zone anomalique identifiée lors du levé géophysique aéroporté complété en janvier 2010. Un premier forage est d'ailleurs déjà en cours dans ce secteur jamais foré auparavant.

Subséquemment, la foreuse retournera dans le secteur jugé prioritaire, situé sur la faille Matoush, entre 1,0 et 3,0 km au sud du cœur de la lentille MT-34. Une autre équipe procédera, à l'aide d'une seconde foreuse, à la cimentation de 16 forages dans le secteur de la rampe d'exploration qui devrait débiter au printemps 2011, à la suite de l'obtention de la licence.

Rappelons que la Société est toujours au cœur de sa plus importante campagne de forage menée à ce jour sur le projet Matoush, soit 120 000 mètres forés sur deux ans (2010-2011).

En ce qui concerne les divers travaux à réaliser sur le site, l'installation du système électrique sera complétée de même que le champ d'épuration.

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion intermédiaire**

30 septembre 2010

---

D'autre part, les permis d'autorisation pour la réfection de la route d'hiver sont attendus bientôt. La planification des travaux sera effectuée au cours du prochain trimestre ainsi que l'identification du matériel à être acheminé.

En ce qui concerne les relations avec les investisseurs, la Société a élaboré un programme très chargé pour le quatrième trimestre. Le président et chef de la direction de la Société s'est rendu, entre autres, à Victoria, Vancouver et San Francisco, à la fin du mois d'octobre, ainsi qu'à Toronto et London (Ontario), au début novembre, pour des rencontres avec des courtiers et des investisseurs. Fidèle à ses habitudes, la Société veille à prendre des décisions réfléchies et à agir de manière à établir et maintenir un lien de confiance avec ses investisseurs.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

### FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010	Matoush	Matoush	Eclat	Apple	Pacific Bay- Matoush	Mistassini	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	32 148 398	453 340	997 781	1 402 072	812 577	490 719	36 304 887
<b>Additions</b>							
Experts-conseils et sous- traitants	1 946 377	29 884	119 046	17 371	60 868	(9 632)	2 163 913
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 382 935	-	-	-	-	-	1 382 935
Forages	1 068 005	-	3 524 084	-	-	-	4 592 089
Transport et carburant	1 736 901	-	689 871	-	-	-	2 426 772
Géophysique	58 329	-	-	-	55 476	-	113 805
Service de premiers soins	130 411	-	-	-	-	-	130 411
Laboratoires et analyses	49 582	-	237 889	-	-	19 352	306 823
Déplacement et hébergement	642 850	-	368 000	-	-	-	1 010 850
Permis nucléaire	75 637	-	-	-	-	-	75 637
Frais de gestion	413 450	-	306 750	478	5 548	359	726 585
Fournitures et location d'équipement	187 389	-	-	-	-	-	187 389
Entretien d'équipements mobiles	44 575	-	-	-	-	-	44 575
Frais généraux	298 036	-	-	1 350	-	-	299 386
Environnement	209 972	-	-	-	-	-	209 972
Rémunération à base d'actions	210 725	-	-	-	-	-	210 725
Amortissement des immobilisations corporelles	575 732	-	-	39 330	-	-	615 062
	9 030 907	29 884	5 245 640	58 528	121 891	10 079	14 496 929
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(3 999 490)	(13 776)	(2 418 240)	(8 850)	(56 192)	(11 912)	(6 508 460)
Augmentation nette	5 031 417	16 018	2 827 400	49 678	65 699	(1 833)	7 988 469
Solde à la fin de la période	37 179 815	469 448	3 825 181	1 451 750	878 276	488 886	44 293 356

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	Matoush		Eclat	Apple	Pacific		Total
	Matoush	Extension			Bay-	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	23 375 628	456 320	669 376	1 252 357	422 741	293 215	26 469 637
<b>Additions</b>							
Experts-conseils et sous- traitants	2 767 081	16 320	39 404	79 035	45 162	50 927	2 997 929
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 544 075	-	-	-	4 124	-	1 548 199
Forages	2 556 390	-	351 005	2 299	507 183	117 363	3 534 240
Transport et carburant	758 032	-	-	1 208	59 655	83 400	902 295
Géophysique	-	-	-	-	-	100	100
Service de premiers soins	15 042	-	-	-	-	-	15 042
Laboratoires et analyses	290 656	-	-	-	12 600	-	303 256
Déplacement et hébergement	1 254 358	-	-	75	15 971	86	1 270 490
Permis nucléaire	852 036	-	-	-	-	-	852 036
Frais de gestion	430 370	-	35 101	1 798	60 585	41 054	568 908
Fournitures et location d'équipement	396 739	-	-	-	-	-	396 739
Entretien d'équipements mobiles	112 299	-	-	8 415	2 900	-	123 614
Frais généraux	274 628	780	-	14 837	1 300	8 648	300 193
Environnement	628 570	-	-	-	-	-	628 570
Rémunération à base d'actions	169 945	-	-	-	-	-	169 945
Amortissement des immobi- lisations corporelles	251 113	-	-	44 296	-	-	295 409
	12 301 334	17 100	425 510	151 963	709 480	301 578	13 906 965
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(5 704 096)	(7 524)	(196 160)	(25 548)	(327 218)	(142 738)	(6 403 284)
<b>Augmentation nette</b>	<b>6 597 238</b>	<b>9 576</b>	<b>229 350</b>	<b>126 415</b>	<b>382 262</b>	<b>158 840</b>	<b>7 503 681</b>
Solde à la fin de la période	29 972 866	465 896	898 726	1 378 772	805 003	452 055	33 973 318

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

### INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>Produits - Intérêts</b>	5 206	8 203	23 046	51 605
<b>Dépenses</b>				
Frais généraux, d'administration et autres dépenses	499 490	349 609	1 566 057	1 022 124
Rémunération à base d'actions	20 499	113 117	381 346	517 229
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations	318 457	-	830 043	-
Amortissement des immobilisations corporelles	10 994	4 455	27 621	12 903
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	(20 000)	(25 000)	(15 000)	(45 000)
<b>Charge (recouvrement) d'impôts futurs</b>	24 666	(172 000)	(368 730)	(499 000)
<b>Perte nette</b>	(848 900)	(261 978)	(2 371 291)	(956 701)
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	(0,007)	(0,002)	(0,019)	(0,008)

  

	Au 30 septembre 2010	Au 31 décembre 2009
	\$	\$
<b>Actif total</b>	81 966 635	61 655 744
<b>Passif à long terme</b>		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	63 543	171 522
Impôts futurs	923 841	1 293 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 341 662	160 000
Billets convertibles	5 266 539	-
	7 595 585	1 624 522

### Résultats d'exploration

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la perte nette a augmenté de 1 414 590 \$ pour les raisons suivantes :

Les revenus d'intérêts en 2010 sont inférieurs à ceux de 2009 à la suite de taux d'intérêt inférieurs obtenus.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, une charge de 381 346 \$ a été enregistrée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit (517 229 \$ pour la période correspondante en 2009) en raison d'un moins grand nombre d'options d'achat d'actions octroyées au cours de la période. Une charge de désactualisation a aussi été enregistrée. Ces charges n'ont pas d'impact pour la période sur les flux de trésorerie de la Société.

Les dépenses de frais généraux, d'administration et autres dépenses ont augmenté à 1 566 057 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 comparativement à 1 035 077 \$ pour la même période en 2009 à la suite de :

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs et des informations aux actionnaires (486 161 \$ au 30 septembre 2010 versus 411 884 \$ au 30 septembre 2009) en lien avec des voyages promotionnels en Europe et une contribution au Fonds Communic-Action répartie pour l'année 2010;
- Frais légaux, de comptabilité et de vérification augmentés à 634 677 \$ au 30 septembre 2010 comparativement à 441 538 \$ au 30 septembre 2009 principalement en raison du nombre plus élevé et de la complexité croissante des transactions financières et des activités d'exploration et de développement qui exigent plus de recours à des consultations financières;
- Activités accrues de la Société qui ont généré plus de dépenses de bureaux;
- Augmentation des frais de financement de 86 662 \$ au 30 septembre 2010 versus 760 \$ au 30 septembre 2009 relativement aux méthodes de financement requérant des frais ou coûts à être engagés avant la clôture.

La perte a augmenté pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 comparativement à la même période l'an passé à la suite de :

- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs, frais légaux, comptabilité et vérification et dépenses de bureaux tels que décrits ci-dessus;
- Ajout de la charge de désactualisation aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisation;
- Charge d'impôts futurs en 2010 versus le recouvrement des impôts futurs en 2009.

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la Société s'élevait à 8 963 508 \$ au 30 septembre 2010 (8 441 128 \$ au 31 décembre 2009) incluant une somme de 1 950 304 \$ (321 065 \$ au 31 décembre 2009) en trésorerie et équivalents. Ce fonds de roulement comprend 13 670 029 \$ en crédits d'impôt à recevoir au 30 septembre 2010 (9 306 880 \$ au 31 décembre 2009). La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 30 septembre 2011. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Un montant de 480 420 \$ a été utilisé pour les activités d'exploitation de la Société au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 (341 406 \$ pour la même période en 2009) et de 1 529 147 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 (970 569 \$ pour la même période en 2009). L'augmentation des fonds utilisés va de pair avec l'augmentation des dépenses d'exploitation discutée dans la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion.

Les activités d'investissement de la Société correspondent principalement aux fonds utilisés pour des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources, pouvant atteindre 38,75 % des dépenses admissibles, ainsi qu'un crédit de droits miniers remboursable pour perte de 12 % des dépenses admissibles engagées. Au troisième trimestre de 2010, la Société a obtenu un financement à court terme de 2 500 000 \$, garanti par les crédits d'impôt relatifs aux ressources à l'égard des dépenses d'exploration de 2009. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a reçu 1 151 952 \$ en crédits d'impôt relatifs aux ressources. Les activités de financement qui ont eu lieu au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 comprennent également l'émission d'actions ordinaires, de bons de souscription et de billets convertibles pour un montant de 15 000 000 \$.

La Société n'a aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

### DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	5 206	7 462	10 378	2 441	8 203	12 046	31 356	90 537
Profit net (perte)	(848 900)	(1 159 362)	(363 029)	(526 573)	(261 978)	(236 613)	(458 110)	33 539
Profit net (perte) de base et diluée par action	(0,007)	(0,009)	(0,003)	(0,004)	(0,002)	(0,002)	(0,004)	-

### ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

### ENGAGEMENTS

Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a signé des nouveaux contrats de location et la valeur totale des obligations de la Société est de 427 243 \$ au 30 septembre 2010 comparativement à 529 079 \$ au 31 décembre 2009.

Le niveau d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société s'est accru considérablement au cours du trimestre compte tenu de la construction de la piste d'atterrissage sur le site Matoush.

### OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH Géo-Management inc.:

	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009
	\$	\$
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants	2 811 000	2 235 000
Frais de gestion	864 000	571 000
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	655 000	288 000
Loyer	49 000	47 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	152 000	12 000
Frais légaux pour l'émission des billets convertibles	25 000	-

De plus, une société contrôlée par Ingrid Martin, CA, chef de la direction des finances et trésorière en poste du 9 juin 2009 jusqu'au 12 mai 2010, a facturé des honoraires de comptabilité de 81 204 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 inclus dans les frais légaux et de vérification.

Au 30 septembre 2010, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 1 041 000 \$ (267 000 \$ au 30 septembre 2009) à payer aux apparentés.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

### PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers de même que sur les postes de produits et de charges des exercices.

Les estimations importantes comprennent l'évaluation du crédit remboursable de droits miniers et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources, des actifs et passifs d'impôt futurs, de la possibilité de recouvrer la valeur des propriétés minières et des frais d'exploration reportés, de la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des billets convertibles, des périodes d'amortissement des immobilisations corporelles ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations. Au niveau de l'évaluation des propriétés minières et des frais reportés, l'analyse des risques comprend, sans s'y limiter, des indicateurs comme les récents travaux d'exploration, les variations dans le prix des matières premières, la capitalisation boursière, et les preuves géologiques de minéralisation.

### MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2010, la Société a adopté les politiques comptables suivantes :

#### BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est enregistrée à l'état des résultats, résultats étendus et du déficit. Cette dette à long terme est classée comme autres passifs.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets. Le cas échéant, la valeur nominale de la composante passif est préalablement réduite des autres composantes. Celle-ci est présentée dans les capitaux propres sous le poste composante capitaux propres des billets convertibles.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

#### FRAIS D'ÉMISSION DE DETTE

Les frais d'émission de dette sont présentés en réduction des billets convertibles et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### INTÉRÊTS DÉBITEURS

La Société ne comptabilise pas les intérêts débiteurs dans le coût des immobilisations corporelles dont l'acquisition, la construction, le développement ou la mise en valeur sont échelonnés dans le temps.

### CONVERGENCE IFRS

La Société utilise un plan d'action en quatre étapes pour la transition aux Normes internationales d'information financière - *International Financial Reporting Standards*- ou *IFRS* («IFRS»).



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

### ÉTAPE 1 : DIAGNOSTIC

L'étape initiale du diagnostic a été complétée en 2009 à l'aide d'une analyse préliminaire des écarts des processus comptables et administratifs.

### ÉTAPE 2 : CONCEPTION ET PLANIFICATION

#### ÉTAPE 2.1: CONVENTIONS COMPTABLES

La Société a reporté son plan de mise en œuvre d'un trimestre. De cette façon, l'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être maintenant complétée pour le quatrième trimestre de 2010. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui chapeautent les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers.

Les normes sont les suivantes :

#### *Adoption initiale (IFRS 1)*

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

La Société croit que les choix disponibles en vertu d'IFRS 1 permettront à la balance d'ouverture du 1 janvier 2010 de rester similaire à la balance de fermeture du 31 décembre 2009. La Société s'attend à ce que les principales décisions en matière d'exemptions permises par l'IFRS 1 soient approuvées par la Direction au cours du troisième trimestre de 2010.

#### *Dépréciation d'actifs (IAS 36)*

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

La Société croit que les modifications de cette convention ne devraient pas avoir d'incidence sur les états financiers lors du basculement. Mais dans les années subséquentes, cette convention pourrait générer plus de dépréciation car le test à une étape est utilisé.

### *Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)*

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

La Société croit que les modifications de cette convention devraient avoir une incidence sur les états financiers quoique limité. De plus, dans les années subséquentes, la charge de rémunération à base d'actions pour les octrois avec une période d'acquisition sera plus importante dans les premiers mois plutôt que linéaire.

### *Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)*

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement et dans les années à venir.

### *Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)*

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation du aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la méthode d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement car les immobilisations qu'elle détenait au 31 décembre 2009 étaient assez simples. Néanmoins dans les années à venir, alors que la Société obtiendra l'autorisation de construire la rampe d'exploration, elle devra porter une attention particulière pour identifier les composantes de chaque immobilisation.

### *Billets convertibles (IAS 32 et IAS 23)*

Selon IFRS, un instrument financier composé qui a des caractéristiques de passif et de capital doit être séparé entre ses composantes passif et capital lors de la comptabilisation initiale. La valeur de l'instrument financier composé est répartie entre la composante passif et la composante capital de façon à évaluer la composante passif à sa juste valeur et par la suite, le résiduel est attribué à la composante capital. Les PCGR canadiens permettent de faire cette répartition en utilisant la méthode de la juste valeur relative ou en assignant le résiduel à la composante qui est la moins mesurable.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

Lorsque la Société a comptabilisé le placement de billets convertibles du 27 janvier 2010, elle a évalué la composante passif à sa juste valeur et le résiduel a été attribué à la composante capital en conformité avec les IFRS et aussi en conformité avec les PCGR canadiens. Ainsi, l'application de cette convention IFRS n'aura pas d'impact sur les états financiers de la Société.

Selon IFRS, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un actif éligible doivent être capitalisés. En comptabilisant le placement du 27 janvier 2010, la Société a adopté une convention comptable où elle passe à la dépense ces coûts d'emprunt. Ceci devra être analysé en détail car il est très probable qu'un ajustement de convergence en résultera.

### *Obligations liées à la mise hors service des immobilisations IAS 37)*

IFRS requière que les provisions pour coût de démantèlement soient évaluées selon la meilleure estimation que la Direction a fait des dépenses à engager. Selon les PCGR canadiens, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées à la juste valeur, compte tenu des hypothèses du marché.

IFRS utilise un taux d'actualisation qui reflète les risques spécifiques à la provision pour coûts de démantèlement. Selon les PCGR canadiens, le taux d'actualisation qui s'applique aux obligations liées à la mise hors service est fondé sur le taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit.

Finalement selon IFRS, les ajustements sur les provisions pour coûts de démantèlement sont effectués pour chaque période, afin de tenir compte des changements relatifs au calendrier ou au montant des flux de trésorerie, des variations du taux d'actualisation ainsi que du passage du temps. Les PCGR canadiens sont similaires sauf pour les modifications apportées au seul taux d'actualisation qui n'entraînent pas la réévaluation de la provision. De plus, contrairement aux IFRS, les changements d'estimation appliqués qui font diminuer le passif sont actualisés selon le taux appliqué au moment de la comptabilisation initiale du passif. Pour les changements d'estimations qui augmentent le passif, le passif supplémentaire est actualisé selon le taux d'actualisation en vigueur, comme pour les IFRS.

IFRS définit les restaurations de sites et les provisions environnementales comme une obligation juridique et implicite. Les PCGR canadiens limite la définition à l'obligation légale.

La Société croit que les modifications de cette convention auront un impact minime sur les états financiers à la date de basculement. Dans les années à venir, elle devra par contre procéder à des réévaluations plus fréquentes si le taux d'actualisation varie.

### *Instruments financiers (IAS 39)*

Sous les IFRS, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « disponibles à la vente ». Comme dans le cas des IFRS, sous les PCGR, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « détenus à des fins de transaction » (à la juste valeur par le biais des résultats) ou « disponibles à la vente ». Les PCGR canadiens présentent toutefois des différences par rapport aux IFRS, en ce qui a trait aux types d'actifs qui peuvent être classés dans chacune de ces catégories.

Lors de sa comptabilisation initiale, un instrument financier ne peut être désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat que s'il satisfait à certains critères. Comme dans le cas des IFRS, lors de sa comptabilisation initiale et selon les PCGR au Canada, un instrument financier ne peut être désigné comme étant détenu à des fins de transaction (et évalué à la juste valeur par le biais des résultats) que s'il satisfait à certains critères. Toutefois, ces critères sont moins restrictifs que ceux qui sont énoncés dans les IFRS.

La Société évalue présentement l'impact de ces modifications potentielles.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

### ÉTAPE 2.2 : PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Durant le quatrième trimestre de 2010, nous préparerons un modèle d'états financiers IFRS et nous identifierons les ajustements de convergence.

### ÉTAPE 2.3 : SYSTÈMES D'INFORMATION

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence.

La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Il n'a pas encore été déterminé comment l'information sera générée en parallèle selon les IFRS pour qu'en 2011, les comparables soient disponibles. Une fois que l'étendue des ajustements de conversion sera connue, des processus seront mis en place durant le troisième trimestre de 2010 afin de générer la double comptabilité.

### ÉTAPE 2.4 : CONTRÔLES INTERNES

Durant le quatrième trimestre de 2010, les dirigeants de la Société réviseront les contrôles internes afin de tenir compte des changements importants survenus aux conventions et pratiques comptables.

### ÉTAPE 2.5 : IMPACT SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer avec les IFRS. Depuis le 31 décembre 2009, la Société a procédé à un placement privé comportant des billets convertibles et les impacts IFRS ont été discutés à l'étape 2.1.

## ÉTAPE 3 : MISE EN ŒUVRE

À cette étape, la Société appliquera les changements qui auront été développés à l'étape 2 incluant les changements aux processus et conventions comptables. La Société quantifiera aussi les impacts IFRS.

La Direction préparera la structure des premiers états financiers intermédiaires au 31 mars 2011 avec la balance d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2010 et les comparables pertinents accompagnés des divulgations exigées.

La Direction prévoit entreprendre cette étape et la compléter durant le quatrième trimestre de 2010.

## ÉTAPE 4 : APRÈS LA MISE EN ŒUVRE

La Direction préparera les premiers états financiers en conformité avec IFRS pour les périodes intermédiaires et la fin d'année se terminant le 31 décembre 2011.

## INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

---

	<b>Au 3 novembre 2010</b>
	<b>Nombre</b>
Actions ordinaires	122 745 906
Options d'achat d'actions	5 459 000
Bons de souscription	8 589 474
	<b>136 794 380</b>

---

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion intermédiaire**

30 septembre 2010

---

### **RISQUES ET INCERTITUDES**

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2009.

#### **Risque de continuité d'exploitation**

La Société et ses programmes d'exploration minérale en sont aux stades préliminaires et la Société ne dispose d'aucune source de revenus. La Société mise sur sa capacité d'attirer d'importantes sommes de financement pour obtenir le montant de capital minimum requis pour mener le projet à terme et continuer l'exploitation de son entreprise. Bien que la Société ait réussi à amasser des fonds par le biais d'offres de capitaux propres dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira dans l'avenir, ni que du financement adéquat sera disponible pour la Société ou que les conditions d'un tel financement seront favorables. Si la Société n'était pas en mesure d'obtenir un tel financement, elle pourrait perdre la totalité de ses propriétés.

### **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2009 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

### **ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période terminée le 30 septembre 2010 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2010

---

### INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 3 novembre 2010 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société ([www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)), de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et EDGAR à [www.sec.gov/edgar.shtml](http://www.sec.gov/edgar.shtml).

(s) *Guy Hébert*

(s) *Paul Einarson*

---

Guy Hébert  
Président et Chef de la direction

---

Paul Einarson  
Chef de la direction des finances